

Transcription of the dialogue with chinese internet users on the European crisis organized by the Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, the Chinese newspaper « People's Daily » and Notre Europe - Jacques Delors Institute.

Je suis Yves Bertoncini, le directeur de Notre Europe - Institut Jacques Delors, le Think tank créé par Jacques Delors, ex président de la Commission européenne et grand acteur de la construction européenne. Je suis ravi de pouvoir dialoguer avec des internautes chinois pour évoquer les grands défis de l'Union européenne.

YB

La crise en Europe est-elle provoquée par un système d'Etat providence excessif ?

YB. [伊夫贝东西尼]: Il y a plusieurs dimensions dans la crise en cours, au moins deux sont à souligner.

C'est d'abord une crise financière et bancaire, née aux USA (crise des subprimes) et générée par les excès du système financier, qui sont par exemple très visibles dans des pays comme l'Irlande et l'Espagne (excès de crédit et explosion des bulles immobilières). Cette crise a créé des dégats économiques et sociaux face auxquels l'Etat providence a joué un rôle très positif (prise en charge des chômeurs notamment).

Mais la crise européenne est aussi une crise des dettes souveraines, c'est-à-dire une crise provenant d'une mauvaise gestion de l'Etat et de déficit et de dette publics excessifs. A ce titre, cette crise concerne toutes les dépenses publiques, et donc également les dépenses sociales et l'Etat providence, puisque ces dépenses représentent une part importante des dépenses publiques dans la plupart des pays d'Europe. En ce sens, cette crise rappelle que l'un des défis majeurs des pays d'Europe et de préserver leur Etat providence, qui font partie du modèle européen, dans un contexte de vieillissement prononcé et de compétition mondiale.

En tant que Think Tank européen, quel genre de propositions faites-vous pour résoudre la crise ? Selon vous, quel genre de différences y a-t-il entre des Think tank européens et américains ?

YB. [伊夫贝东西尼]: Il y a de plus en plus de Think tank en Europe, c'est-à-dire de centres de réflexion qui cherchent à influencer les décideurs et à peser dans le débat public sans appartenir ni au monde politique, ni au monde académique, ni au monde économique, en tant qu'acteur de la société civile. Pour des raisons à la fois culturelles et historiques, ces acteurs intermédiaires se sont beaucoup plus développés aux USA, qui comptent des think tanks beaucoup plus puissantes que les think tank européens. C'est précisément pour cette raison que Jacques Delors a souhaité fondé Notre Europe en 1996, peu après qu'il ait quitté la présidence de la Commission européenne, avec l'objectif de formuler des analyses et des propositions contribuant à un approfondissement de la construction européenne.

La crise de la zone euro nous a naturellement beaucoup mobilisés ces dernières années et, si vous voulez mieux connaître nos propositions pour en sortir, je vous conseille d'aller sur notre site www.notre-europe.eu et plus précisément dans sa rubrique euro et gouvernance économique . J'appelle notamment votre attention sur le rapport du groupe Tommaso Padoa-Schioppa, *Completing the euro*, qui approuve les innovations récentes (Mécanisme européen de stabilité et interventions de la BCE par exemple) mais propose d'aller plus loin, par exemple en créant un Fonds de stabilisation cyclique bénéficiant aux Etats membres en difficulté conjoncturelle ou mutualisant l'émission des dettes des Etats membres (par la création d' eurobonds dans certaines conditions).

Vous pensez que l'Europe va éclater ou se former progressivement comme un « Etat », une Europe unifiée ?

YB [伊夫贝东西尼]: Permettez-moi d'apporter mes éléments de réponse à cette question également posée aux autres invités.

Le fait que les pays en difficulté membres de la zone euro ne puissent plus d'évaluer leur monnaie a pu faire penser qu'il serait utile qu'ils sortent de l'union monétaire, et ce d'autant plus qu'il n'était pas certain que les autres pays européens acceptent de leur venir en aide : beaucoup de spéculateurs ont donc parié sur l'éclatement de la zone euro, et ils ont sans doute perdu beaucoup d'argent !

Je n'ai pour ma part jamais cru à l'éclatement de la zone euro, pour au moins deux grandes raisons. D'abord parce que, aux yeux des Etats, cet éclatement auraient généré des coûts économiques, financiers et sociaux bien supérieurs aux coûts engendrés par les mécanismes de solidarité et de contrôle mis en place depuis 4 ans. Ensuite parce que l'union monétaire est d'abord un projet politique, qui avait pour but de réaffirmer la volonté de rapprochement des pays européens après la chute du mur

de Berlin : cette volonté d'union demeure on ne peut plus valide dans le contexte d'une mondialisation où l'union fait la force, et un éclatement de la zone euro aurait à l'inverse généré des coûts politiques incalculables.

J'ajoute que si l'on examine les élections qui ont eu lieu en Europe depuis 5 ans et l'évolution des sondages d'opinion, on peut constater que l'image de l'UE s'est dégradée, mais aussi qu'aucune volonté majoritaire de sortir de la zone euro et d'en revenir à sa monnaie nationale n'a jamais été exprimée dans aucun des 17 pays de la zone euro.

Cet attachement à l'euro peut-il permettre de renforcer l'union politique européenne C'est vrai que la zone euro a vocation à être le creuset de l'union politique, mais cela ne signifie pas qu'il s'agit de créer un Etat européen ou une nation européenne. Nous sommes dans une ? Fédération européenne d'Etats nations , selon l'expression de Jacques Delors, dans laquelle chaque pays est attaché à son identité et où il faut essayer de promouvoir l'unité dans la diversité . Cela a d'ores et déjà conduit à renforcer la dimension fédérale de l'Europe (le dernier exemple en date étant la mise sur les rails de l'union bancaire), et il convient désormais d'aller plus loin, par exemple avec la mutualisation de l'émission des dettes publiques.

La crise européenne : s'agit-il d'une crise régulière ou circonstancielle ? Est-ce que cette crise a des liens avec le changement climatique ?

YB. [伊夫贝东西尼]:Si l'on s'en tient à la dimension financière de la crise, on peut dire qu'elle sera probablement récurrente car il semble que le capitalisme financier suscite ce genre de crises à intervalles réguliers (avec la création de bulles spéculatives diverses). Il n'est malheureusement pas certain que les réformes engagées pour mieux réguler le système financier (y compris dans le cadre du G20) soient suffisantes pour empêcher une nouvelle crise : il faudrait donc faire bien plus sur ce terrain-là.

Si l'on examine la dimension politique de la crise européenne, on peut dire qu'elle sera peut-être ponctuelle. Même si elle a suscité de grandes tensions entre Etats et citoyens européens, cette crise aura conduit à mettre en place toute une série de nouveaux outils qui permettront de mieux empêcher de nouvelles crises et/ou de mieux les affronter : aides financières européennes aux Etats peinant à se financer seuls, avec le Mécanisme européen de stabilité (MES) et les achats de bons du trésor de la Banque Centrale Européenne (BCE) ; aides aux banques en difficulté par la BCE et par le MES ; en contrepartie, contr le renforcé des politiques budgétaires des Etats membres par l'UE (avec par exemple le pacte budgétaire) et des banques (avec la création d'une supervision européenne des banques, dans le cadre d'une union bancaire) ; enfin, dernier élément symbolique, réunions régulières des chefs d'Etat et de gouvernement dans le cadre de sommets de la zone euro qui n'existaient pas avant 2008...

Je ne crois pas que la crise en cours ait un lien direct avec la crise climatique : cette crise-là est tout aussi sérieuse, elle concerne tous les pays de la planète, dont la Chine, et elle appelle des réponses à formuler au niveau européen mais aussi mondial.

Quel genre de mécanisme international doit être établi pour traiter les crises comme l'Europe en connaît actuellement ?

YB. [伊夫贝东西尼]:Puisque la crise en cours est d'abord une crise financière, la première chose à faire est de prolonger les réformes engagées dans le cadre du G20 afin de mieux réguler le système financier et de combattre ses excès : quelques progrès ont déjà été enregistrés au cours des dernières années, mais beaucoup reste à faire, par exemple pour mieux réguler l'univers des produits dérivés ou l'activité des hedge funds .

Puisque cette crise n'est pas seulement financière, il faut aussi aller plus loin pour essayer de réduire les déséquilibres économiques et commerciaux entre les principales régions économiques du monde (Amérique, Europe, Asie). L'Amérique est par exemple très performante mais elle vit à crédit comme l'a rappelé la crise des subprimes , et c'est l'Asie qui la finance en grande partie. Certains pays d'Europe sont très compétitifs, comme l'Allemagne, mais d'autres ont des difficultés à bien s'insérer dans la mondialisation. L'ouverture commerciale n'est pas pratiquée de manière homogène - le protectionnisme est par exemple assez fort en Asie, voire aux USA. Il y a enfin des déséquilibres en termes de parité monétaire, y compris s'agissant de la Chine, ce qui contribue aussi à rendre moins stable et moins performant le système économique mondial. L'interdépendance économique et financière entre la plupart des pays du monde est telle qu'elle devrait les pousser à mieux coopérer dans le futur - même s'il est évidemment difficile de forger des consensus au niveau mondial.

I'm Valentin Kreilinger, Research Fellow at Notre Europe - Jacques Delors Institute, a think-tank which works on the European Union. It is a great pleasure for me to have this dialogue with you today.

VK.

La discussion sur l'Europe demeure largement la question de la crise de la dette européenne, mais la transition de l'Europe devient inevitable, Pouvez-vous nous presenter les principales difficultés de cette transition, dans la decennie à venir, l'Europe peut-il se redresser?

VK. [瓦伦丁克亥林格]: Europe is in a phase of transition, where the Member States of the European Union whose currency is the euro must modify their institutions at the European level and undertake reforms at the national level. The President of the European Council, Herman Van Rompuy, has drafted a roadmap "towards a genuine Economic and Monetary Union". If the steps that he proposes are taken, this would lead to three kinds of unions: a fiscal union, a banking union and an economic union. The root of the debt crisis of European countries, like Greece, lies to a certain degree in the fact that a monetary union was created (with the European Central Bank) as a central institution, but without an accompanying economic union. Important modifications of the institutions at the European level are likely to be addressed in 2014. Sometimes painful adjustment processes must now be undertaken at the national level. If these challenges are mastered, Europe should be able to resolve its current crisis soon.

Quels sont les facteurs externes qui contribuent à provoquer la crise européenne ?

VK.[瓦伦丁克亥林格]: The roots of the crisis of the Eurozone are failures when it was created: the Eurozone has been an incomplete Economic and Monetary Union. Of course, there are external factors, but they would not have had an impact if the Eurozone had been not only been a monetary union, but also an economic union. This provoked that countries were vulnerable to speculations that they would leave the euro. As a consequence, foreign investors demanded higher interest rates for the government bonds of individual countries like Greece, Portugal and Ireland. They had to demand the help of other European countries.

La crise européenne entraîne une chute économique mondiale, les autres pays doivent offrir des aides à l'Europe et réformer les organisations financières internationales ?

VK. [瓦伦丁克亥林格]: The European debt crisis has indeed had global implications. The international financial institutions to which you refer, are the World Bank and, in particular, the International Monetary Fund (IMF). The latter has acted alongside the European Commission and the European Central Bank to help European countries in difficulties, Greece for example. Yes, the IMF with its world-wide membership helped Europe. Reforms of the World Bank and the IMF could be undertaken at two different levels: 1) at the international level where their member states would have to negotiate changes to the decision-making, 2) at the European level where the European countries could decide to be represented collectively. This would mean that not France, Germany, Italy and others would not have their own seat in these international financial institutions any longer, but that there would be a common European seat instead.